

Abstracts / Résumés

Volume 80, 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041975ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2017). Abstracts / Résumés. *Labour / Le Travail*, 80, 379–387.

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

Who's on Secondary? The Impact of Temporary Foreign Workers on Alberta Construction Employment Patterns

Jason Foster and Bob Barnetson

IN 2007, THE ALBERTA GOVERNMENT and the Alberta construction industry developed a ten-year strategy to increase the participation of women, youth, Indigenous peoples, and immigrants in construction occupations. At the same time, construction employers began turning to temporary foreign workers (TFWs) as an alternative labour supply, and the number of TFWs working in Alberta construction jumped dramatically. This article examines the labour market effects of the influx of TFWs on employment rates of other marginalized groups in construction occupations. Alberta is a valuable case study because it employed greater numbers of TFWs in construction between 2003 and 2013 than any other province. Drawing upon labour market segmentation theory, this study finds that the proportion of traditionally underrepresented workers in construction occupations was essentially unchanged over the study period. These groups of workers experienced higher-than-average employment volatility and remain a secondary source of labour supply. This study also finds that TFWs have become a new, hyperflexible source of secondary labour. The article discusses possible explanations for the findings and evaluates the effectiveness of the government's ten-year strategy.

EN 2007, LE GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA et l'industrie de la construction en Alberta ont élaboré une stratégie décennale visant à accroître la participation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des immigrants dans les professions de la construction. Parallèlement, les employeurs de la construction ont commencé à se tourner vers des travailleurs étrangers temporaires en tant qu'approvisionnement alternatif de main-d'œuvre et le nombre de ces travailleurs dans la construction de l'Alberta a bondi de façon spectaculaire. Cet article examine les effets sur le marché du travail de l'afflux des travailleurs étrangers temporaires sur les taux d'emploi des autres groupes marginalisés dans les professions de la construction. L'Alberta représente une étude de cas précieuse parce qu'elle a utilisé un plus grand

nombre de travailleurs étrangers temporaires dans la construction entre 2003 et 2013 que toute autre province. S'appuyant sur la théorie de la segmentation du marché du travail, cette étude constate que la proportion de travailleurs traditionnellement sous-représentés dans les professions de la construction était essentiellement inchangée au cours de la période d'étude. Ces groupes de travailleurs ont connu une volatilité de l'emploi plus élevée que la moyenne et restent une source secondaire d'approvisionnement en main-d'œuvre. Cette étude constate également que les travailleurs étrangers temporaires sont devenus une nouvelle source hyper souple de travail secondaire. L'article traite des explications possibles pour les résultats et évalue l'efficacité de la stratégie décennale du gouvernement.

The Christian Labour Association of Canada (CLAC): Between Company and Populist Unionism

Steven Tufts and Mark Thomas

THE CHRISTIAN LABOUR ASSOCIATION of Canada (CLAC) has historically had a relatively small presence in Canada's labour movement. Increasing interest in CLAC over the last decade is due to its expanded membership, largely in western Canada and Ontario: the union claims to represent 60,000 workers. Further, the tactics used to achieve this growth have been controversial within organized labour. In fact, CLAC was expelled from central labour bodies for its employer accommodationist strategies. This article expands the understanding of CLAC beyond a characterization of classic "company" unionism. In this article we find that CLAC integrates elements of populism into a specific geographic strategy for expansion in ways that complicate analysis. We focus on labour board records of disputes between CLAC and other unions, a recent case where the union backed employer-friendly legislation in Ontario, and the union's rhetorical devices and propaganda.

LA CHRISTIAN LABOUR ASSOCIATION of Canada (CLAC) a historiquement eu une présence relativement faible dans le mouvement syndical du Canada. L'augmentation de l'intérêt pour la CLAC au cours de la dernière décennie est due à son adhésion élargie, principalement dans l'Ouest du Canada et en Ontario : le syndicat prétend représenter 60 000 travailleurs. En outre, les tactiques utilisées pour réaliser cette croissance ont été controversées au sein de la main-d'œuvre organisée. En fait, la CLAC a été expulsée des organismes centraux du travail pour ses stratégies d'accommodement d'employeurs. Cet article élargit la compréhension de la CLAC au-delà d'une caractérisation du syndicalisme classique de « société ». Dans cet article, nous constatons que la CLAC intègre les éléments du populisme dans une stratégie géographique spécifique pour

l'expansion de manière à compliquer l'analyse. Nous nous concentrons sur les dossiers des différends entre la CLAC et les autres syndicats, un cas récent où le syndicat a soutenu la législation amiable pour les employeurs en Ontario et les instruments rhétoriques et la propagande du syndicat.

The Right to Build the City: Can Community Benefits Agreements Bring Employment Equity to the Construction Sector?

James Nugent

THOUGH RARE IN CANADA, community benefits agreements (CBAs) are now commonly being negotiated by labour-community coalitions in American cities. CBAs require “urban revitalization” projects to provide living wages, affordable housing, and access to jobs for marginalized residents. Surprisingly little has been written about CBAs within the labour studies literature, and most critiques of CBAs correspond with private developments. This case study draws on three years of participatory, action-based fieldwork with a labour-community coalition, called the Toronto Community Benefits Network (hereafter, the Network). Formed in 2013, the Network tried to negotiate the first-ever CBA with the Ontario government, linked to the \$6.6 billion Eglinton Crosstown Light Rail Transit project in Toronto. The Network won discursive support for CBAs from provincial policymakers, but demands for employment equity were met with only an ineffective workplace-development approach. I explain and evaluate the Network’s “insider strategy” in relation to political vulnerabilities of the government of Ontario; the Network’s efforts to mobilize resources and gain union support; and the changing labour-relations regime governing infrastructure projects in Toronto. I argue that while CBAs open a new terrain of struggle for marginalized groups and unions to assert a right to the city, these struggles are being coopted by governments and used as political cover for deepening neoliberal governance.

BIEN QUE RARES AU CANADA, les ententes sur les avantages sociaux sont actuellement négociées par des coalitions syndicales-communautaires dans les villes américaines. Ces ententes exigent des projets de « revitalisation urbaine » pour fournir des salaires habitables, des logements abordables et l'accès à des emplois pour les résidents marginalisés. Étonnamment peu a été écrit sur ces ententes dans la documentation sur l'étude du travail, et la plupart des critiques de ces ententes correspondent à des développements privés. Cette étude de cas s'appuie sur trois années de travail de terrain participatif et axé sur l'action avec une coalition syndicale-communautaire

appelée le Réseau des avantages sociaux communautaires de Toronto (ci-après, le Réseau). Formé en 2013, le Réseau a tenté de négocier la toute première entente avec le gouvernement de l'Ontario, liée au projet de 6,6 milliards de dollars du transit ferroviaire transfrontalier d'Eglinton à Toronto. Le Réseau a remporté un soutien discursif auprès des décideurs provinciaux, mais les exigences d'équité en matière d'emploi n'ont permis qu'une approche inefficace du milieu de travail. J'explique et j'évalue la « stratégie interne » du Réseau à propos des vulnérabilités politiques du gouvernement de l'Ontario; les efforts du Réseau pour mobiliser des ressources et obtenir un soutien syndical; et le régime changeant de relations de travail régissant les projets d'infrastructure à Toronto. Je soutiens que si les ententes sur les avantages sociaux communautaires ouvrent un nouveau terrain de lutte pour les groupes et les syndicats marginalisés pour faire valoir un droit à la ville, ces luttes sont cooptées par les gouvernements et utilisées comme couverture politique pour approfondir la gouvernance néolibérale.

Les syndicats internationaux dans l'industrie de la construction au Québec (1887–1930)

Jacques Rouillard

LES SYNDICATS INTERNATIONAUX prennent de l'expansion dans l'industrie de la construction au Québec, entre 1887 et 1930, et en viennent à dominer le paysage syndical. Ces années sont aussi celles où les syndicats parviennent parfois à faire passer les relations de travail de rapport brut avec les employeurs à la négociation et à la signature de contrats collectifs de travail.

Comme dans le reste de l'Amérique du Nord, les syndicats internationaux de la construction apportent un modèle de relations de travail qui comporte des différences par rapport à celui qui domine dans l'industrie manufacturière. Comme les syndicats dans ces industries, ceux de la construction désirent parvenir à un contrôle partagé de leur milieu de travail en imposant ou en négociant des contrats précisant l'échelle des salaires, les heures de travail, le rôle des agents syndicaux et l'arbitrage des conflits. Mais ils attachent une importance primordiale à l'obtention de l'atelier syndical fermé et à la mise sur pied de bureaux de placement.

Il faut dire que la fluidité des lieux de travail et l'instabilité des emplois font en sorte que les ouvriers de la construction, plus que les autres travailleurs, vivent dans l'insécurité. La stratégie utilisée par les syndicats pour pallier à cette insécurité et améliorer les conditions de travail consiste à regrouper la grande majorité des ouvriers d'un métier dans une ville donnée et à obtenir l'atelier syndical fermé sur les chantiers. Ils y greffent les bureaux de placement pour leurs membres, ce qui rend l'appartenance syndicale attrayante, car elle

devient source de travail pour les syndiqués. Elle représente aussi une forme de gestion paritaire de la demande de main-d'œuvre et pour les syndicats, un certain contrôle de l'offre de travail.

Pendant la période étudiée, la syndicalisation des ouvriers de la construction leur vaut des avantages significatifs en termes de salaires, d'heures de travail et de règles régissant l'organisation du travail. À Montréal, les briqueteurs et charpentiers-menuisiers doublent leur salaire réel de 1901 à 1930 et voient leur semaine de travail réduite de 60 à 44 heures pour certains d'entre eux.

INTERNATIONAL UNIONS EXPANDED in the construction industry in Quebec between 1887 and 1930, and came to dominate the trade union landscape. These years are also those where unions sometimes managed to get rough-hewn labour relations with employers to negotiate and sign collective labour contracts.

As in the rest of North America, international construction unions provide a model of labour relations that differs from that prevailing in manufacturing. Like unions in these industries, construction workers want to achieve shared control over their workplace by imposing or negotiating contracts specifying the scale of wages, hours of work, the role of union representatives and arbitration conflicts. But they attach paramount importance to obtaining closed shops and setting up union hiring halls.

It must be said that the fluidity of workplaces and the instability of jobs mean that construction workers, more than other workers, live in insecurity. The strategy used by trade unions to overcome this insecurity and to improve working conditions consists of bringing together vast majority of workers in a trade in a given city and obtaining closed shops on building sites. They provide hiring halls for their members, which makes union membership attractive, as this becomes a source of work for union members. It also represents a form of joint management of the demand for labour and for the trade unions, a certain control of labour supply.

Within the period of the study, the unionization of construction workers earned them significant benefits in terms of wages, working hours and rules governing the organization of work. In Montreal, bricklayers and carpenters doubled their real wages from 1901 to 1930 and saw their work week reduced from 60 to 44 hours for some of them.

A New Scale of Activism: Canadian Unions and the North American Free Trade Agreement, 1992–1999

Spencer Hamelin

THIS ARTICLE FOCUSES ON THE CAMPAIGNS of national Canadian unions and other labour organizations against the North American Free Trade Agreement (NAFTA). Changes in the strategic orientation of these unions and labour organizations are traced from the period following the Canada–United States Free Trade Agreement and contextualized in post–Cold War trends in North American labour more broadly. These developments are viewed through the lens of scale shift and political process models of social movement theory. Though some transnational links were developed before NAFTA was implemented, these linkages were expanded following the agreement’s passage. Additionally, these organizations took advantage of political opportunities originating from the new structures of NAFTA itself. Canadian unions and associated anti-free-trade coalitions worked alongside their regional counterparts to construct alternatives to neoliberalism and build consensus. Following the failure of domestic political opportunities to prevent the passage of NAFTA, some Canadian unions and labour organizations used emerging international political opportunities to deepen collaborations with their counterparts in countries experiencing trade liberalization.

CET ARTICLE EXAMINE LES CAMPAGNES des syndicats nationaux du Canada et d’autres organisations de travail contre l’Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). On suit les changements au niveau de l’orientation stratégique de ces syndicats et de ces organismes de travail depuis l’époque qui suit la mise en œuvre de l’Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et on analyse ces changements dans le contexte des tendances liées au travail en Amérique du Nord dans la période de l’après guerre-froide de façon plus générale. Ces développements sont envisagés sous l’angle de changement d’échelle et des modèles de processus politiques relatifs à la théorie des mouvements sociaux. Bien que certains liens soient établis avant la mise en œuvre de l’ALÉNA, ces liens ont été élaborés davantage après l’adoption de l’Accord. De plus, ces organismes ont profité des occasions politiques provenant des nouvelles structures de l’ALÉNA. Des syndicats canadiens et des coalitions contre le libre-échange ont travaillé aux côtés de leurs homologues régionaux pour créer des solutions alternatives au néo-libéralisme et pour trouver des consensus. Suite à l’échec des tentatives politiques domestiques pour prévenir la mise en œuvre de l’ALÉNA, certains syndicats canadiens et organismes de travail ont utilisé des opportunités émergentes au niveau de la politique internationale et ont approfondi leur collaboration avec leurs homologues dans les pays où la libéralisation de commerce se déroulait.

"A Colourful Crowning Ceremony": Images of Class, Gender, and Beauty in World War II-Era Canadian Communism

Brian Thorn

THIS ARTICLE DISCUSSES BEAUTY CONTESTS held by the Communist Party (CP) in British Columbia during World War II. It presents two arguments. First, the article argues that the beauty contests symbolized the Communist Party's viewpoint on the role of women in left movements, and in society in general. Thus, CP beauty pageants possessed a two-sided nature. On one level, CP women appropriated these pageants to present a hybrid version of the beauty contest where women could present leftist views. On the other hand, the pageants show that the CP only held marginally more progressive views on women than the mainstream. Second, the article suggests that Communist women and men had contrasting ideas about what the pageants meant to the party. CP men used women's bodies in pageants in order to promote and raise money for the party; in effect, Communist men saw these pageants as related to women's physical beauty. Communist women, by contrast, did not view the pageants as related to beauty at all. Indeed, these women saw the pageants as simply a way to promote the party's political program of higher wages and better working conditions. The article concludes that leftist men and women had different ideas about what constituted beauty, and that seemingly conservative cultural productions, like beauty pageants, can have radical goals.

CET ARTICLE TRAITE DES CONCOURS DE BEAUTÉ organisés par le Parti communiste en Colombie-Britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il présente deux arguments. Tout d'abord, l'article affirme que les concours de beauté symbolisent le point de vue du Parti communiste sur le rôle des femmes dans les mouvements de gauche et dans la société en général. Ainsi, les concours de beauté possédaient une nature à deux faces. D'une part, les femmes se sont servies de ces concours pour présenter une version hybride du concours de beauté où les femmes pouvaient présenter des points de vue de gauche. D'autre part, les concours montrent que le Parti communiste ne tenait que des points de vue marginalement plus progressistes sur les femmes que le courant dominant. Deuxièmement, l'article suggère que les femmes et les hommes communistes avaient des idées contrastées sur ce que signifiaient les concours pour le parti. Les hommes utilisaient des corps de femmes dans des concours pour promouvoir et amasser des fonds pour la fête; en effet, les hommes communistes ont vu ces concours comme étant liés à la beauté physique des femmes. Les femmes communistes, en revanche, n'ont pas vu les concours comme étant liés à la beauté du tout. En effet, ces femmes ont vu les

concours comme un simple moyen de promouvoir le programme politique du parti en matière de salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. L'article conclut que les hommes et les femmes de gauche avaient des idées différentes sur ce qui constituait la beauté, et que les productions culturelles apparemment conservatrices, comme les concours de beauté, peuvent avoir des objectifs radicaux.

Canada's Foreign Enlistment Act and the Spanish Civil War

Tyler Wentzell

CANADA WAS OFFICIALLY NEUTRAL in the Spanish Civil War (1936–1939); yet nearly 1700 Canadians fought for the Spanish Republic. The Communist Party of Canada (CPC) recruited the bulk of the volunteers. While many in the Canadian left supported the Republican cause, others were alarmed by the involvement of communists in the Republican government and the CPC's role in the recruiting. This tension seemed particularly pronounced between English and French Canada. Québec Premier Maurice Duplessis called upon the federal government to bring the recruiting to an end and to eradicate communism in general. Prime Minister Mackenzie King and his Québec lieutenant and Minister of Justice, Ernest Lapointe, introduced a Canadian *Foreign Enlistment Act* in response. The statute targeted the CPC in its capacity as a recruiting apparatus (versus targeting the volunteers), and had the added benefit of "Canadianizing" and improving on the existing British statute. The Royal Canadian Mounted Police conducted investigations and warrants for arrest were issued, but the war in Spain was over before the arrests were made. Ultimately, no one was prosecuted under the *Foreign Enlistment Act* and its record in preventing recruiting is dubious.

LE CANADA ÉTAIT OFFICIELLEMENT neutre dans la Guerre civile espagnole (1936-1939), mais près de 1700 Canadiens se sont battus pour la République espagnole. Le Parti communiste du Canada a recruté l'essentiel des bénévoles. Alors que beaucoup de Canadiens ont soutenu la cause républicaine, d'autres ont été alarmés par la participation des communistes au gouvernement républicain et le rôle du Parti communiste du Canada dans le recrutement. Cette tension semble particulièrement marquée entre l'anglais et le français au Canada. Le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, a demandé au gouvernement fédéral de mettre fin au recrutement et d'éradiquer le communisme en général. Le premier ministre du Canada, Mackenzie King, et son lieutenant du Québec et ministre de la Justice, Ernest Lapointe, ont présenté la *Loi sur l'enrôlement à l'étranger* canadienne en réponse. La loi

visait le Parti communiste du Canada en sa qualité d'appareil de recrutement (par rapport au ciblage des bénévoles) et avait l'avantage supplémentaire de « canadianiser » et d'améliorer la loi britannique existante. La Gendarmerie royale du Canada a mené des enquêtes et des mandats d'arrestation ont été délivrés, mais la guerre en Espagne était terminée avant l'arrestation. En fin de compte, personne n'a été poursuivi en vertu de la *Loi sur l'enrôlement à l'étranger* et son dossier pour empêcher le recrutement est douteux.

Organized Labour, Campaign Finance, and the Politics of Strategic Voting in Ontario

Larry Savage and Nick Ruhloff-Queiruga

THIS ARTICLE USES CAMPAIGN FINANCE data to trace the changing landscape of party-union relations in Ontario. In an analysis of six provincial elections that took place between 1995 and 2014, the authors demonstrate that significant segments of the province's labour movement have abandoned exclusive electoral alliances with the New Democratic Party in favour of multi-partisan strategic voting campaigns designed to block the election of Progressive Conservative candidates.

CET ARTICLE UTILISE LES DONNÉES FINANCIÈRES des campagnes pour retracer l'évolution des relations entre les partis politiques et les syndicats en Ontario. Dans une analyse des six élections provinciales qui ont eu lieu entre 1995 et 2014, les auteurs démontrent que d'importants segments du mouvement syndical de la province ont abandonné des alliances électorales exclusives avec le Nouveau Parti démocratique en faveur de campagnes de votes stratégiques multipartites visant à bloquer l'élection des candidats conservateurs progressistes.